

# JA-FDSEA haro sur le débit réservé

**En ces temps de réforme de l'utilisation des eaux par l'agriculture, les syndicats JA et FDSEA quadrillent par épisodes le territoire départemental en quête des réalités de terrain dont nos décideurs administratifs sont décidément bien loin. Pour débiter ce feuilleton agricole, la Cerdagne ouvre le bal.**

**N**OTRE objectif est de rencontrer les agriculteurs des P.-O. pour qu'ils nous expliquent leurs craintes quant à la réforme des débits réservés actuellement en cours.

## **Au fait... les débits réservés qu'est ce que c'est au juste ?**

C'est le débit minimum qu'il faut toujours laisser dans la rivière. Cette année ces débits vont augmenter, le tout est de savoir de combien ? Les retours des administrations et des études réalisées par l'Agence de l'Eau font plus qu'inquiéter les agriculteurs. Certes il faut laisser de l'eau à la rivière mais il faudrait aussi en laisser au canal... et donc en laisser aux cultures. Le débit minimum que beaucoup nous promettent, est appelé le 1/10<sup>e</sup> du module, c'est ce seuil de débit à laisser dans les cours d'eau que les agriculteurs de Cerdagne jugent trop élevé.

## **On plie boutique...**

Voici la réponse spontanée de Jean De Maury - président du Comité de développement agricole de Cerdagne Capcir - à l'évocation des débits réservés mis en avant par l'étude volumes prélevables menée sur le Sègre. "La phase d'irrigation la plus importante s'étend du 14 juillet au 15 août, le passage au 1/10<sup>e</sup> du module nous obligera à fermer les canaux à partir du 14 juillet". Un point de vue partagé par Arnaud Carcassonne - JA d'Eyne. Les conséquences seront plus amères que celles de la sécheresse de 2012 qui a conduit à fermer les canaux le 20 août, et a asséché, le 09-08-2012, deux autres canaux en raison d'une configuration non adaptée. "En 2012 quand l'ONEMA a fermé les prises d'eau au 20 août, nous avons surtout été embêtés pour l'alimentation des bêtes dans les prés, si comme on nous l'annonce il faut fermer au 14 juillet ce sont les récoltes de fourrages qui seront remises en question".

Dans les campagnes, nul n'est sans savoir que les canaux sont certes utilisés par les agriculteurs mais qu'ils arrosent également les jardins de vil-



lages, qu'ils alimentent souvent le captage d'eau potable de la commune et que dans beaucoup de cas ils recueillent les eaux de ruissellement en cas d'intempérie. Les agriculteurs sont plus au fait de ces réformes que leurs voisins mais cette actualité a de quoi inquiéter tous les ruraux.

## **Une décision technocratique, ni partagée, ni concertée**

"Mais surtout une étude sans aucun sérieux qui nous propose de faire un bond de 175 ans dans le passé en troquant notre agriculture irriguée pour une agriculture plus archaïque qui s'en remet aux cieus pour répondre à ses besoins en eaux", a souligné monsieur Barnole - président de l'ASA d'Ur - au sujet de l'étude volumes prélevables menée par l'Agence de l'Eau. Des études "de terrain" pondues dans un bureau, qui auraient coûté plusieurs dizaines de milliers d'euros, avec des chiffres facilement contredits par la profession agricole et négociés tels le prix des pommes de terre au souk de Marrakech. De plus, d'après Arnaud Carcassonne, ces études sont issues, tout logiquement, de celles faites dans la vallée de Sahorre, d'Angoustrine et de la Rotja. Regardées de près, elles ne prennent à aucun moment les besoins en eaux des agriculteurs en considération. Monsieur Barnole compare cette méthode à celle des proconsuls qui, du temps de Rome, arrivaient en "civilisateurs" et imposaient leurs dogmes aux barbares des lointaines provinces gauloises. Autant dire "un vrai consensus".

## **Faire des efforts pour disparaître**

"Le 2 août 2012, l'Agence de l'Eau présentait l'objectif du débit réservé, ayant pour conséquence la fermeture des canaux quatre années sur cinq, et une fermeture anticipée en juillet une année sur cinq", explique M. Barnole.

De quoi prier le ciel ou encore de faire la danse de la pluie !

La volonté de conserver un certain environnement est partagée par l'ensemble de la population agricole voire l'ensemble de la population départementale. Qui spolierait son propre outil de travail, son propre cadre de vie ?

L'utilisation de l'eau par les agriculteurs peut être améliorée et l'a déjà été en partie : avec un effort d'équipement en réseau d'irrigation par aspersion, avec des assolements permettant de récolter avant les périodes les plus sensibles, en rénovant les prises d'eau et en faisant des travaux d'étanchéité sur les canaux. Et ce, aux frais des agriculteurs, pour ne pas dire de la princesse.

"Au vu des chiffres que l'on nous présente on nous demande de faire des efforts pour disparaître !". Le revenu d'une parcelle irriguée est deux fois et demi celui d'une parcelle non irriguée, il est parfois bon de la rappeler. Des efforts à faire mais des efforts non partagés par tous les utilisateurs du même bassin. "Nous alimentons nos voisins espagnols. Ce qui est le plus dérangeant c'est d'entendre le déclenchement des arroseurs en plein arrêté préfectoral pour assurer l'existence du golf espagnol" précise Arnaud Carcassonne.

## **De coûteuses études "environnementales"**

"L'irrigation a créé les paysages de la Cerdagne. Une fois que la flore associée aux canaux et à l'arrosage aura disparu, l'Europe nous demandera de retrouver la situation actuelle", ajoute Arnaud Carcassonne.

"L'application d'un débit réservé trop élevé aurait des conséquences dépassant

l'agriculture : ce serait la condamnation à mort d'un écosystème, tout comme les bocages, réelles niches écologiques" rappelle le président du CDA, Jean De Maury. En se penchant précisément sur ces études, on regrette, en terme d'environnement, qu'elles aient été réalisées avec "des œillères" et qu'elles aient fait totalement abstraction de l'écosystème pour lesquels, les canaux jouent un rôle primordial. Les agriculteurs de Cerdagne se plaignent notamment que toutes les aguilles qui se jettent dans les cours d'eau et que tous les retours souterrains à la rivière et/ou aux nappes ne soient jamais pris en compte dans les calculs.

Comme Mr Barnole l'explique, un véritable plan Marshall doit être appliqué en Cerdagne, "territoire spolié depuis 1902". À savoir, "il faut transférer une partie de l'eau des Bouillouses non utilisée par les irrigants de la Têt et permettre le lâcher du Lanoux pendant les fortes périodes d'irrigation".

"L'application du 1/10<sup>e</sup> du module et les investissements à faire ne sont pas rentables et ne seront pas faits s'ils ne permettent pas de continuer à arroser correctement, ce serait comme construire une autoroute pour y faire rouler des vélos" souligne Mr Barnole.

En guise de conclusion, nous informons que les syndicats agricoles se positionnent très fortement sur la question de l'eau. Le refus du 1/10<sup>e</sup> du module est catégorique, en Cerdagne, tout comme sur le reste du territoire. Bien loin d'une réalité de terrain, cette réforme de l'eau risque de déclencher des réactions peu appréciées par les décideurs administratifs locaux...

JA66

